

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Service de la coordination des politiques
publiques

Bureau des procédures environnementales

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SCHWEITZER SAS de
respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 2008/208 du 25
juin 2009 l'autorisant à exploiter sur le territoire de la commune de
LUDRES des installations de régénération de déchets de plastiques et de
production de sacs plastiques**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

N° 2018-0573

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-1, L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral 2008/208 du 25 juin 2009 autorisant la société SCHWEITZER SAS à exploiter des installations de régénération de déchets de plastiques et de production de sacs plastiques sur le territoire de la commune de LUDRES ;

VU les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, consignés dans son rapport au Préfet de Meurthe-et-Moselle PP/ALF/194-2018 en date du 11 mai 2018, dont copie a été transmise à la société SCHWEITZER SAS, par courrier recommandé avec accusé de réception conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite de contrôle de l'établissement exploité par la société SCHWEITZER SAS à LUDRES effectuée le 24 avril 2018, l'inspection des installations classées a constaté que :

- les extracteurs d'air de l'atelier régénération ne sont pas raccordés à un unique conduit,
- l'exploitant n'a pas réalisé l'étude des flux de COV émis de manière diffuse par cette usine,
- l'établissement ne dispose pas d'un bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie pour le point de rejet n° 1 situé impasse Clément Ader,
- les mesures de niveaux sonores présentent des non-conformités aux valeurs limite fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné,
- les résultats des mesures de bruit effectuées dans le cadre de l'étude acoustique prescrite montrent des dépassements des valeurs limites réglementaires, tant pour les niveaux sonores que pour les émergences engendrés par le fonctionnement de l'établissement, notamment aux points de mesure n°5 et n°7, ainsi qu'une tonalité marquée au point n°7,
- la consommation d'eau de l'établissement a dépassé la valeur limite fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné au cours des années 2016 et 2017 ;

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Erignac - CS 60031 - 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 - Télécopie 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte-Catherine - 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

CONSIDÉRANT que la société SCHWEITZER SAS exploite sur le territoire de la commune de LUDRES ses installations sans respecter les prescriptions des articles 3.2.2, 3.2.3, 3.2.5, 4.1.1, 4.3.5 et 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné ;

CONSIDÉRANT les dangers et inconvénients générés par le non respect des prescriptions réglementaires susvisées pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société SCHWEITZER SAS, dont le siège social est situé au 198 impasse Clément Ader à LUDRES (54710), est mise en demeure pour la poursuite d'exploitation de ses installations de régénération de déchets de plastiques et de production de sacs plastiques sur le territoire de la commune de LUDRES de satisfaire aux dispositions des articles :

- 3.2.2, 3.2.3, 3.2.5, 4.3.5 et 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009, **dans le délai maximal de six (6) mois à compter de la date de notification du présent arrêté,**
- 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009, **dans le délai maximal d'un (1) an à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Les études requises pour dimensionner les travaux à réaliser sont transmises à l'autorité administrative, Préfet et inspection des installations classées, **dans le délai maximal de deux (2) mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

L'exploitant fournit à l'autorité administrative, Préfet et inspection des installations classées, dès réception, les éléments justifiant la réalisation des études et travaux de mise en conformité de l'établissement correspondants (études techniques intermédiaires, descriptifs, bons de commande, factures, plans, photographies, rapports de contrôle, comptes-rendus d'analyses...).

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux obligations rappelées par cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée par l'exploitant qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - case officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté, prévu à l'article R. 514-3-1 du même code.

Article 4 : La secrétaire Générale de la préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la Société SCHWEITZER SAS

Et dont copie sera adressée :

- au maire de LUDRES

NANCY, le **19 JUIN 2018**

le préfet,
Marie-Blanche BERNARD
la secrétaire générale
Pour le préfet,